

## ABDELMALEK SELLAL À TIZI OUZOU

## Visite politique, pour messages économiques

**Le Premier ministre Abdelmalek Sellal a effectué, hier, dans la wilaya de Tizi Ouzou, une visite officielle qui diffère grandement de toutes les autres sorties similaires effectuées jusque-là dans les autres wilayas. Dans sa préparation, tout comme dans son contenu. Avec un programme très allégé et une délégation ministérielle moins pléthorique que d'habitude, cette visite avait surtout une symbolique politique forte.**

**De notre envoyé spécial  
à Tizi Ouzou, Kamel Amarni**

En fait, cette visite était même très redoutée, comme en témoigne ce souci de la garder «secrète» jusqu'à la dernière minute. Aussi, Sellal a-t-il tenu à marquer le coup, en quelque sorte, en faisant ce qu'aucun autre haut responsable n'a fait avant lui, depuis 1999 : pousser sa visite au-delà du seul chef-lieu de la wilaya et de ses environs, en se rendant à Béni Yenni, au pied du Djurdjura, pour inaugurer un projet à caractère social mais, surtout, se recueillir sur la tombe de l'écrivain et monument de la revendication amazighe, Mouloud Mammeri. Pour le politique donc, ce sera des symboles et des gestes mais pas de paroles. Pour le discours, en effet, Sellal le réservera entièrement au volet économique et social.

En fin de journée d'hier, le Premier ministre a présidé une rencontre-

débats avec les investisseurs de la région qu'il a inaugurée avec un très long discours où il a fait l'état des lieux de l'économie nationale. «Nous avons certes connu une baisse très sévère des revenus pétroliers depuis 2014. Mais notre économie résiste et elle résiste très bien, contrairement à beaucoup d'autres pays dans notre cas, et ce, de l'avis même de toutes les institutions internationales.»

Ceci dit, le Premier ministre estimera que «nous avons trop compté sur la rente pétrolière au point de perdre la notion de travail ! La notion du travail n'existe plus en Algérie !» S'il a insisté sur le fait qu'en l'état actuel des choses, son gouvernement maîtrise la situation et que nous «pourrions tenir trois à quatre ans sans problèmes, et ce, grâce aux réserves que certains nous avaient reproché d'avoir dilapidées», il tirera la sonnette d'alarme. «En quatre ans d'exercice comme Premier ministre, je suis arrivé

à la conclusion que le problème majeur dans ce pays reste les mentalités ! Elles doivent changer ! Ce n'est plus possible de continuer ainsi.»

Sellal dénoncera particulièrement le secteur des banques. «Certains viennent déposer ou mettre de l'argent pour investir et on les bloque ! On leur demande d'où ils le détiennent. Ou, inversement, d'autres se présentent pour retirer leur propre argent et le banquier les bloque. Mais de quoi je me mêle ! Nous leur avons pourtant demandé de faciliter au maximum mais les mentalités ne changent pas. Pourtant, tout cela doit changer.»

C'est dans cet ordre d'idées qu'il annoncera le contenu de la prochaine tripartite du 5 juin prochain. «Nous y avons prévu trois points dont le plus important reste le nouveau modèle économique». S'adressant à une assistance composée d'investisseurs, Sellal insistera à plusieurs reprises : «Il faut oser et avoir de l'ambition.

Il faut aller vers de grands investissements. Il faut avoir de l'ambition pour cette wilaya et pour ce pays. L'Algérie ne peut plus continuer à jouer dans la division d'honneur. Il faut faire comme la JSK, et jouer toujours en première division». Il citera des exemples comme celui de cet agriculteur de Blida qui a importé 20 000 têtes de vaches laitières, ou encore un

**Sellal lors de sa rencontre avec les investisseurs.**

Photo : New Press

projet avalisé par le CPE et consistant en un partenariat pour la construction des hélicoptères. «Oui ! C'est cela que nous voulons ! Allez vers des partenariats, y compris avec des étrangers. Nous ne sommes pas contre les gens qui gagnent de l'argent, pour peu que cela se fasse dans la transparence.»

Aussi, Sellal ne manquera pas de dénoncer aussi bien l'administration que des secteurs sensibles comme les services des douanes. «Ce n'est pas possible que les douanes freinent l'opération d'exportation de la pomme

de terre par exemple au prétexte de traquer la contrebande. C'est inadmissible.» Le ministre de l'Agriculture également aura cette pique assassine de la part de son Premier ministre. «Il n'est plus possible que Giplait ou l'ONCC soit des organismes uniquement tournés vers l'importation. Leur rôle, c'est la production. Le rôle du ministère de l'Agriculture est également, et avant tout, la production et non pas l'importation». Un message lourd de sens.

**K. A.****SÉISME DE 5,3 SUR  
L'ÉCHELLE DE RICHTER  
À MÉDÉA****Plusieurs blessés graves et  
des dommages matériels**

Une violente secousse de magnitude 5,3 sur l'échelle ouverte de Richter a ébranlé le nord-est de Médéa dans la nuit de samedi à dimanche à 00h54 plus précisément. L'épicentre a été localisé à 10 km au nord-est de la commune de Mihoub relevant de la daïra de Azizia, à 100 km au nord-est du chef-lieu de la wilaya. De nombreux blessés graves ont dû être évacués vers les structures sanitaires de la localité.

Des dégâts matériels ont été enregistrés également dont des effondrements d'habitations précaires. La population est en état de choc extrême. La Protection civile de Médéa s'est déployée dans toute la région et dans les zones les plus confinées pour porter secours et assistance aux habitants. Il est à rappeler que la terre a tremblé plusieurs fois dans la région de Mihoub ces derniers temps et de façon plus forte chaque fois.

**Abdelmadjid Tebboune sur les lieux  
de la catastrophe**

Une forte secousse a ébranlé le nord-est de Médéa, dans la nuit de samedi à dimanche, faisant 80 blessés dans la commune de Mihoub et occasionnant des dégâts matériels considérables, des fissures et des effondrements d'habitations individuelles et publiques. Ainsi, nous avons appris que suite à cette catastrophe, A. Tebboune s'est rendu sur les lieux en compagnie du wali de Médéa et des autorités militaires afin de s'enquérir de l'ampleur des dégâts, et afin de rassurer la population dans les régions sinistrées, en l'occurrence Azizia et Béni-Slimane.

**M. L.****Le journaliste  
Mohamed Salah Benhamouda  
tire sa révérence**

C'est avec une immense tristesse que nous avons appris le décès de notre ami et collègue Mohamed Salah Benhamouda, directeur de publication et de rédaction du quotidien *El Maghreb*, il a été ravi aux siens samedi 28 mai 2016 à l'âge de 62 ans, il avait lutté dur contre la maladie depuis deux ans. Excellent journaliste, il débuta sa carrière au quotidien *Echaâb* en 1976, il y resta jusqu'en 1991, membre fondateur du quotidien indépendant *Essalam* en 1991, avant de rejoindre *Echourouk* puis il a lancé son propre quotidien en 2008, *El Maghreb El Awsat*. L'enterrement a eu lieu le dimanche 29 mai 2016 au cimetière El Alia Alger.

Puisse Dieu l'accueillir en Son Vaste Paradis.

«A Dieu nous appartenons et à Lui nous retournons.»

**M. Slimani****RÉGULATION DU MARCHÉ****Le Conseil de la concurrence regrette sa marginalisation**

**Le Conseil de la concurrence (CC) a organisé, hier, une journée d'étude à l'hôtel El Aurassi à Alger, sur le rôle du Conseil dans la régulation du marché. Il ressort des débats que cette instance n'est qu'un faire-valoir ignoré y compris par les administrations censées le consulter pour rédiger leurs textes réglementaires.**

La journée d'étude a regroupé des universitaires, des représentants de différentes institutions, des autorités de régulation sectorielles. L'économiste et vice-président du Cnes Mustapha Mekidèche a abordé les problématiques de l'organisation et de la régulation des marchés dans les économies émergentes,

Abdelmadjid Dennouni, membre du Conseil de la concurrence a énuméré les missions du CC, le Français Jacques Tallineau a discoursé sur les compétences d'attribution des institutions homologues au CC au sein de l'Union européenne et le concours des autorités sectorielles à la régulation du marché.

Dans ce sillage, le président du CC Amara Zitouni a révélé que son instance n'a jamais été consultée, comme le prévoit la loi, dans l'élaboration de la réglementation liée à la concurrence. Il a donné des exemples récents, à l'instar de l'arrêté instaurant les licences d'importation ou encore la loi sur la normalisation qui ont été élaborés sans demander l'avis de son instance. Mais hormis ces deux textes qui sont susceptibles de faire intervenir le CC, Amara Zitouni a expliqué que les textes régissant son fonctionnement et

le chevauchement avec les missions d'autres institutions comme l'administration fiscale et ses services de contrôle, les services antifraude du ministère du Commerce ou encore les douanes et la police judiciaire qui empiètent sur son champ d'action, réduisent sa marge de manœuvre et l'empêchent de jouer convenablement son rôle. Le CC, placé auprès du président de la République puis du chef du gouvernement entre 1995 et 2003 qui lui donne l'autorité morale nécessaire à l'accomplissement de ses missions, il est mis auprès du ministre du Commerce depuis 2008. «Ce changement s'est répercuté négativement sur l'institution, sur son rôle et ses missions à cause notamment de l'habilitation d'agents relevant d'autres ministères pour relever les infractions aux règles de la concurrence», conclut-on.

**L. H.****LUTTE CONTRE LE TABAGISME****Après la prévention, place à la sanction**

**Le P Salim Nafti déplore la non-application des nombreuses lois portant sur l'interdiction du tabac dans les lieux publics et lieux de travail. Selon lui, il est temps de passer à la sanction des contrevenants.**

**Rym Nasri - Alger (Le Soir)** - Vingt à trente mille Algériens meurent des conséquences du tabac annuellement. Des chiffres alarmants avancés par le pneumo-phtisiologue, le professeur Salim Nafti, qui affirme que les consommateurs de tabac qui ne décèdent pas des conséquences du tabagisme sont, toutefois, malades. «De par sa nicotine, le tabac est une véritable drogue. Il est 25 fois plus addictif que la cocaïne. C'est la drogue la plus toxique et la plus dangereuse alors qu'elle est tolérée et sa vente est autorisée», a-t-il déploré hier, au forum du quotidien *El Moudjahid*, à Alger, à l'occasion de la Journée mondiale «Sans tabac».

Pour lui, le tabagisme en Algérie nécessite une lutte permanente d'autant que «toutes les lois existantes demeurent non-appliquées». Il cite à titre d'exemple l'interdiction de fumer dans les lieux publics qui existe depuis plus de 25 années et qui fait défaut sur le terrain. «Il

y a également la loi de 2005 qui a fixé à toutes les entreprises un délai de six mois pour se conformer à la loi mais depuis, aucune disposition n'a été prise», dit-il avant d'incomber la non-application de tous ces textes de lois à l'absence de volonté. «Il faut appliquer la loi pour que l'entreprise soit sans tabac, l'école sans tabac, les bus sans tabac, les restaurants sans tabac, et que les contrevenants soient sanctionnés», dit-il encore.

Plaidant pour la diminution de la consommation du tabac, notamment chez les jeunes, le P Nafti précise que le tabagisme coûte très cher à la santé publique. «Sur un dinar encaissé par le Trésor public par la vente de cigarettes, l'Etat dépense trois dinars pour compenser les dégâts. L'Etat n'a aucun bénéfice à encourager la consommation du tabac», indique-t-il. Il estime qu'il est temps de passer à la dissuasion et rendre la cigarette inaccessible.

«Le tabac coûte très peu en Algérie et son prix est maintenu depuis des années alors que dans les pays européens, il est dix à vingt fois plus cher et son prix ne cesse d'augmenter», fait-il remarquer. Rappelant que le tabac est un produit imposable, le spécialiste s'interroge : «Comment permettre la vente des cigarettes sur les trottoirs et comment tolérer la vente à l'unité, pourtant interdite par la

loi ?». Il assure d'ailleurs que 50% des cigarettes vendues en Algérie sont contrefaites. Selon lui, le tabac contrefait est trois à quatre fois plus toxique. «Où est l'Etat ? Où est le ministère du Commerce ? Où sont les services de sécurité ? Où sont les Douanes ?», s'interroge-t-il encore avant d'interpeller le ministre des Finances pour revoir à la hausse le coût du tabac.

Il insiste également sur la réduction des espaces autorisés pour fumer. «Ailleurs, ils sont arrivés à interdire la cigarette sur les plages et chez nous, il y a une tolérance inouïe pour le tabagisme. Il faudra copier ces pays pour protéger aussi bien les enfants, les jeunes et tout le monde», dit-il. Le pneumo-phtisiologue persiste : cigarette, tabac à chiquer ou chicha, c'est très nocif et entraîne des effets néfastes pour la santé. «Il a été prouvé que tous les enfants de parents fumeurs font des rhinopharyngites, des bronchites, de l'asthme, des morts subites des nourrissons.... Une étude japonaise a montré que 13% des femmes dont le mari fume font un cancer des poumons».

Pour le professeur Nafti, le mois de Ramadhan est une «opportunité» pour arrêter de fumer. «Trente jours est une période acceptable pour arrêter de fumer», dit-il.

**Ry. N.**